

CIN2 Deuxième Conférence internationale sur la nutrition

une meilleure nutrition c'est une meilleure qualité de vie

Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agricultureOrganisation
mondiale de la Santé**F**

**RÉUNION TECHNIQUE PRÉPARATOIRE
EN VUE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION
(CIN-2)**

Rome, 13-15 novembre 2013

Quatrième séance

Quels enseignements peut-on tirer en matière de politiques et quels sont les facteurs de succès?

Deuxième groupe de discussion 2 - Incidences des politiques et des programmes agroalimentaires sur la disponibilité, le caractère abordable, la sécurité sanitaire et l'acceptabilité des produits alimentaires

Résumé

S. Henson et J. Humphrey

I. Principaux enjeux

1. L'examen des liens entre l'agriculture et la nutrition s'est jusqu'à présent essentiellement intéressé aux avantages que la croissance agricole procurait aux exploitants en augmentant leur revenu et en leur permettant de consommer des aliments plus nutritifs. Il est admis, toutefois, que la croissance agricole a eu peu d'effets sur l'apport en micronutriments. On s'intéresse de plus en plus aux liens entre l'agriculture et la situation nutritionnelle des ménages qui achètent la nourriture sur les marchés, notamment les agriculteurs qui ne produisent pas assez pour se nourrir à certaines périodes de l'année voir tout au long de l'année, les ménages ruraux non agricoles ou sans terre et les ménages urbains. Ce document examine les initiatives qui agissent sur la chaîne de valeur pour que le marché offre des produits entrant dans un régime alimentaire équilibré, et prête une attention particulière au rôle des entreprises, quelle que soit leur taille, dans le développement et l'approvisionnement des marchés de produits alimentaires.

Approches fondées sur l'alimentation et rôle des chaînes de valeur

2. Il faudra relever les défis suivants pour commercialiser avec succès des aliments plus nutritifs en faveur des pauvres¹:

- **Acceptabilité:** les aliments doivent être présentés sous une forme acceptable pour les consommateurs pauvres, compte tenu des goûts et des habitudes de consommation, des normes sociales et culturelles, etc.
- **Disponibilité:** les produits doivent être disponibles là où les consommateurs pauvres peuvent se rendre et acceptent de se rendre.
- **Caractère abordable:** ceux qui ont le plus besoin des aliments doivent être en mesure de se les procurer. Les consommateurs doivent être prêts à payer pour les produits alimentaires et cela suppose, entre autres, qu'ils sont informés et qu'ils se sentent assurés que les produits achetés ont les vertus qu'on leur prête. Ainsi, la sensibilisation à la nutrition et la qualité des informations nutritionnelles sur les produits sont des éléments importants. Le fait que les nutriments contenus dans les produits alimentaires ont des «caractéristiques de confiance» (non observables même après la consommation) constitue un problème de taille.
- **Sécurité sanitaire:** les aliments doivent être propres à la consommation, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas contenir de contaminants microbiologiques, chimiques ni physiques. Ce défi a une incidence sur l'intégrité des chaînes de valeur alimentaires.
- **Qualité nutritionnelle:** Les aliments doivent contenir les éléments nutritifs dont les consommateurs manquent, en quantité suffisante pour améliorer l'apport de façon notable, et ne doivent pas contenir d'antinutriments réduisant la biodisponibilité.

3. Parallèlement, la chaîne de valeur alimentaire doit être durable sur le plan commercial. Elle doit fournir des incitations à la production et à la distribution d'aliments plus nutritifs et permettre aux entreprises de créer de la valeur et de la retenir. L'expérience semble indiquer que ces conditions sont extrêmement difficiles à réunir.

Orienter les interventions dans la chaîne de valeur sur les marchés d'aliments plus nutritifs

4. Les politiques alimentaires de lutte contre la dénutrition sont hétérogènes et divers produits alimentaires sont destinés à résoudre des problèmes de nutrition particuliers. Nous envisageons dans cette étude quatre scénarios particuliers: 1) le manque de diversité; 2) des carences nutritionnelles spécifiques (notamment vitamine A, iode ou zinc); 3) une nutrition inadaptée aux besoins des enfants lors du passage de l'allaitement à la nourriture solide; et 4) une malnutrition aiguë sévère. On examine ainsi comment les chaînes de valeur fournissant les produits permettant de régler différents problèmes nutritionnels gèrent les questions concernant les disponibilités, le caractère abordable des aliments, l'acceptabilité, la salubrité et la valeur nutritionnelle.

¹ D'après les quatre facteurs définis par Hawkes, C. et Ruel, M.T. 2011. 'Value Chains for Nutrition', paper presented at Conference Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health, New Delhi.

Une alimentation plus variée

5. Les interventions fondées sur la chaîne de valeur peuvent améliorer l'accès à des produits tels que la viande, le poisson, les légumineuses, les fruits, les légumes verts, etc., qui sont des aliments naturellement riches en micronutriments. L'achat de ces produits alimentaires se fait aujourd'hui encore essentiellement par le biais des marchés traditionnels et des chaînes de valeur qui offrent des prix bas, des normes de produits souples et des facilités d'achat. Il est toutefois très difficile de faire connaître les atouts que présentent ces aliments pour le consommateur et, à cette occasion, de susciter une «volonté de payer». Par ailleurs, ces chaînes se caractérisent souvent par des infrastructures de transport et d'entreposage insuffisantes et par l'absence d'intégration entre la production et la distribution. Les interventions menées dans ce contexte visent souvent à accroître la production et réduire les pertes après récolte pour améliorer les disponibilités des produits et les rendre abordables pour les pauvres.

6. Les produits alimentaires préparés peuvent également contribuer à la diversification de l'alimentation, mais différentes difficultés peuvent se poser en ce qui concerne l'information sur la qualité nutritionnelle, la sécurité sanitaire, les disponibilités, l'acceptabilité et le caractère abordable des aliments. Ces problèmes ne sont pas insurmontables, mais des efforts particuliers doivent être fournis pour mettre en place des circuits de commercialisation et des formes de produits qui soient à la portée des pauvres.

Les produits enrichis

7. De nombreux aliments enrichis sont commercialisés dans les pays en développement, notamment les espèces cultivées biofortifiées et les aliments fortifiés. Le prix est un problème majeur du fait des coûts de production, mais aussi en raison des coûts de conception et de mise à l'essai, de mise en place de systèmes d'approvisionnement fiables et de distribution et des difficultés rencontrées pour indiquer les bienfaits des produits aux consommateurs potentiels. Les aliments enrichis sont souvent mis au point dans le cadre de partenariats entre les secteurs public et privé qui prennent en charge les coûts de la mise au point et/ou des essais ou assurent la demande initiale des produits.

8. Si l'enrichissement des aliments, en particulier lorsqu'il est obligatoire, peut éviter bon nombre de ces problèmes, certains défis restent à relever. Il faudra notamment veiller à ce que les entreprises de transformation soient en mesure de se procurer des fortifiants de bonne qualité à un moindre coût et à ce que toutes les entreprises impliquées dans l'enrichissement des aliments respectent systématiquement les normes applicables à ces produits. Plus il y aura d'entreprises de transformation, plus il sera difficile d'assurer en permanence une surveillance adéquate des produits.

Aliments complémentaires pour nourrissons

9. Les aliments complémentaires de bonne qualité jouent un rôle essentiel lors du passage de l'allaitement à la nourriture solide. Leur apport énergétique, en protéines et en

micronutriments doit être adapté à l'alimentation des nourrissons. Les produits disponibles se répartissent en deux catégories: les produits de bonne qualité trop chers pour les consommateurs pauvres, d'une part, et les produits moins chers dont la qualité nutritionnelle est insuffisante ou difficile à évaluer et qui sont douteux sur le plan de la sécurité alimentaire, d'autre part. Outre les difficultés liées à la mise au point d'aliments complémentaires nutritifs, salubres et abordables, la vente abusive de ces produits a engendré un environnement politique complexe et la nécessité de réglementer la promotion de ces produits.

Les produits thérapeutiques

10. Les produits thérapeutiques prêts à l'emploi sont aujourd'hui largement utilisés pour traiter la malnutrition aiguë sévère. Le modèle développé par les organisations internationales et les gouvernements repose sur un contrôle strict de la production et des systèmes de distribution publics. Ce modèle ignore la plupart des problèmes que rencontrent les entreprises désirant commercialiser des produits alimentaires enrichis, notamment pour établir l'importance de la valeur nutritionnelle des produits dans l'esprit des consommateurs, créer de nouveaux canaux de distribution, garantir un modèle de financement durable, certifier la qualité des produits, dissuader ou empêcher les démarches opportunistes d'entreprises proposant des imitations à bas prix et garantir un prix abordable.

II. Recommandations politiques

11. Le secteur public, y compris les gouvernements des pays en développement, les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les organisations non gouvernementales (ONG) devraient jouer un rôle de premier plan à l'appui des initiatives fondées sur la chaîne de valeur et visant à améliorer le régime alimentaire et nutritionnel des pauvres.

- Compenser les frais et prendre en charge les risques associés à l'adoption par les intervenants des chaînes de valeur de nouveaux modèles d'entreprise en faveur de produits plus nutritifs et à la mise au point et la commercialisation d'aliments enrichis.
- Promouvoir la demande d'aliments nutritifs, particulièrement les produits naturellement riches en micronutriments, de sorte que les aspects d'intérêt public de l'éducation nutritionnelle et des campagnes de promotion soient pertinents.
- Créer et/ou soutenir des mécanismes permettant d'atténuer le manque d'intégrité et les erreurs d'indication de la chaîne de valeur, en particulier pour les produits alimentaires enrichis.
- Adopter des accords de gouvernance qui facilitent la commercialisation d'aliments plus nutritifs sur la base des avantages nutritifs potentiels qu'ils présentent et réduire au minimum le risque de déclarations abusives.
- Appuyer et/ou mettre en place des mécanismes permettant d'accroître les disponibilités de produits alimentaires plus nutritifs, abordables et acceptables pour les pauvres.

12. Les responsables politiques se heurtent au fait que l'impact alimentaire et nutritionnel des interventions dans la chaîne de valeur sur les pauvres n'a toujours pas été démontré. Il existe en effet peu ou pas d'exemple d'évaluation rigoureuse des programmes intervenant sur la chaîne de valeur. Ces évaluations devront porter non seulement sur l'efficacité de la nutrition et la mesure dans laquelle les populations souffrant des carences nutritionnelles auxquelles il faut remédier peuvent se procurer et consomment les produits, mais aussi sur les coûts et avantages des différentes stratégies d'intervention sur la chaîne de valeur. Il faut entreprendre l'évaluation des interventions sur la chaîne de valeur, en s'intéressant en particulier au rôle du secteur public dans la promotion et la facilitation de ces interventions.

13. De toute évidence, les interventions visant à accroître les disponibilités, à baisser le prix et à renforcer l'acceptabilité des aliments plus nutritifs, qu'ils soient naturellement riches en micronutriments ou qu'ils soient enrichis, ont un rôle majeur à jouer. Implicitement, cela signifie que le secteur privé contribue de façon notable aux efforts déployés pour faire face aux carences en micronutriments dans les pays en développement. Cela étant dit, l'expérience acquise quant à la capacité de ces interventions d'améliorer le régime alimentaire et nutritionnel des populations pauvres de façon efficace et à moindre coût reste très limitée, qu'il s'agisse des effets immédiats ou, *a fortiori*, des effets durables et à grande échelle. Les interventions dans la chaîne de valeur ne sont pas la panacée; elles fonctionnent probablement mieux et conviennent davantage lorsqu'elles sont appliquées à certains groupes cibles et à certains aliments. Elles devraient être mises en œuvre parallèlement aux efforts fournis pour que l'ensemble du complexe associant l'alimentation et la santé favorise l'amélioration de la nutrition.